

AMÉRIQUE LATINE: LA PAUSE ?



MICHEL ROGALSKI

La cascade d'élections qui traverse le continent latino-américain en 2006 vient conforter le virage à gauche amorcé par l'élection de Chávez au Venezuela dès 1999, suivie par celle de Lula au Brésil en 2002. Entre-temps c'était l'Argentine, l'Uruguay et la Bolivie qui avaient basculé. Puis le Chili, Haïti, le Costa Rica, le Nicaragua et l'Équateur rejoignent, à leur tour, cette nébuleuse de gauches dont chacune est marquée d'une trajectoire singulière profondément ancrée dans l'histoire de son pays. C'est dire combien l'équilibre politique de la région s'est trouvé modifié. La tourmente électorale, qui a ainsi affecté une dizaine de pays du continent, succède au triple cycle des dictatures, des « transitions démocratiques » et du néolibéralisme qui a marqué le continent depuis quarante années. De cette tourmente, les équipes très marquées à droite n'ont conservé le pouvoir qu'en Colombie, au Salvador et d'extrême justesse au Mexique.

Ces expériences traduisent partout l'épuisement des politiques néolibérales et l'impact de leurs dégâts. Elles sont portées par des mouvements sociaux très divers, variés dans leur composition et leur mode d'action : grèves syndicales, mouvements paysans, coupeurs de routes (« piqueteros »), associations de quartiers, mouvements indigènes. Les apports idéologiques sont multiples et s'inspirent de la

théologie de la libération, du marxisme, de l'indigénisme, du féminisme, de l'écologie, d'un nationalisme s'exprimant à travers une volonté de maîtrise des ressources naturelles.

Des traits communs marquent tous ces pays. Au-delà des désillusions démocratiques largement partagées, ces expériences héritent toutes d'une situation catastrophique. Quand la gauche accède au pouvoir, elle doit reconquérir des marges de souveraineté économique perdues et donc établir un type de relations internationales nouveau qui rende ces pays moins dépendants. Elle doit aussi faire face à une importante population pauvre et donc à une forte attente populaire en direction de laquelle des signaux clairs doivent être émis. Il faut d'urgence soulager la misère des couches marginalisées - parfois jusqu'à 40% de la population - tout en étant attentif à l'appauvrissement des classes moyennes malmenées et qui ayant sanctionné les équipes précédentes attendent beaucoup de ces nouvelles expériences. L'ampleur de la tâche est immense car cela fait depuis vingt ans que le modèle des « transitions démocratiques » s'épuise lentement et laisse des pays exsangues. Tout est à construire : système de santé, travaux d'infrastructures, contrôle des ressources nationales des hydrocarbures à l'eau, lancement de réformes agraires, augmentation de l'autonomie alimentaire, alphabétisation des adultes, scolarisation les jeunes.

4

Les réponses sont diverses et témoignent de la présence d'un arc-en-ciel de gauches. Mais, il existe une volonté de partage d'expériences, de coopération, de destin commun qui s'incarnent à travers une intégration continentale plus poussée. La question des regroupements régionaux est d'une grande importance en Amérique latine et représente un bon thermomètre des relations avec les États-Unis d'une part, et des relations de bons voisinages entre les pays du continent d'autre part. Deux projets se heurtent. D'un côté, une volonté d'intégration continentale sous domination américaine (ALCA) visant à étendre l'ALENA (Canada, États-Unis, Mexique) jusqu'à la Terre de feu, et de l'autre, des projets multiples de regroupement régionaux. Le poids du Brésil (presque 50% du PIB continental) est décisif dans

l'équilibre car il peut jouer le rôle du relais états-unien doublé de gendarme régional, moyennant quelques avantages, ou prendre la tête d'une résistance continentale. La dernière période a été marquée par la réactivation du MERCOSUR, et l'apparition d'un autre projet à vocation continentale et à dimension plus politique, l'ALBA regroupant principalement Cuba, le Venezuela, l'Équateur, la Bolivie et le Nicaragua. Impuissant, Washington a dû assister à la création de l'UNASUR, vaste regroupement de toute l'Amérique latine sans pouvoir y prendre pied. À cela il faut ajouter la récente constitution de la Banque du Sud censé jouer le rôle d'une banque de développement du continent. Mais malgré l'échec de leur projet continental d'intégration, les États-Unis semblent vouloir maintenir la pression dans cette direction, quitte à procéder, dans un premier temps, par grignotage à travers des accords bilatéraux. Plusieurs pays ont déjà signé de tels traités de libre-échange, notamment le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et cinq pays d'Amérique centrale. Ce type d'accord bilatéral de libre-échange n'est pas destiné qu'à l'Amérique latine. Le Maroc l'a par exemple signé. C'est devenu un instrument privilégié des relations États-Unis/Tiers monde.

5

Un nouveau cycle électoral est en cours dans le continent. Entre 2009 et 2011, la région sera confrontée à quatorze élections présidentielles. C'est dire si des alternances sont possibles, d'autant que les conséquences de la crise états-unienne ont frappé les plus pauvres qui peuvent en manifester un ressentiment en s'abstenant de se mobiliser et contribuer ainsi à fragiliser des majorités installées. Le matelas électoral de Chávez au Venezuela connaît un effritement, et si l'opposition fort disparate sait rester unie, elle peut espérer l'emporter en surfant sur la montée des insatisfactions quotidiennes de la population : insécurité, corruption, carence de logements, pénuries alimentaires, coupure d'électricité. Le cas est ici assez emblématique des difficultés de la mutation latino-américaine. Tout le pouvoir politique a été conquis et les institutions remaniées, mais l'oligarchie en place garde son pouvoir économique et

financier et le régime, faute d'avoir su diversifier ses clients, reste tributaire pour ses revenus pétroliers de celui qu'il désigne comme son principal ennemi mais qui lui procure 90 % de ses ressources extérieures. Le poids du secteur privé dans l'appareil productif s'est même élargi. Comment, dans de telles conditions, rendre crédible un discours sur le « socialisme du XXI^e siècle » ? Au Brésil, Lula serait à coup sûr réélu s'il pouvait se représenter, mais la candidate respectée qu'il a intronisée peine à faire remonter les sondages en sa faveur et il n'est pas certain qu'elle puisse capitaliser à son profit le passage reconnu du Brésil du statut de puissance émergente à celui d'une puissance émergée qui contribue à refaçonner l'ordre mondial.

6

La récente période montre que l'arrivée des mouvements de gauche au gouvernement ne conduit pas pour autant à la détention du pouvoir et que les discours qui portent haut et sont radicaux ne suffisent pas nécessairement à affronter concrètement les problèmes radicaux. Le nouveau cycle électoral a déjà fait deux victimes : le Honduras et le Chili. Si on y ajoute les régimes colombien, mexicain, salvadorien et guatémaltèque qui sont entre les mains des conservateurs, les États-Unis disposent d'une brochette d'alliés sur le continent. La farce électorale du Honduras qui n'était que la suite d'un coup d'État a focalisé l'attention parce que ce pays était notamment membre de l'ALBA et que celle-ci n'a pu qu'afficher son impuissance face au cours des événements et laisser le Brésil monter en première ligne.

Cuba, qui avait déjà surmonté l'épreuve de l'effondrement de son allié principal, l'Union soviétique, a su faire face au retrait progressif de la vie politique active de son leader charismatique sans soubresaut majeur. L'île cherche à établir un mode de relations non-conflictuel avec le nouveau président Obama qui, pour des raisons de politique interne, ne semble pas vouloir saisir la main qui se tend. À Washington, l'équipe en place chargée du suivi de l'Amérique latine est restée pour l'essentiel celle de l'équipe Bush, ce qui crée des pesanteurs. Les conditions de vie à Cuba ne sont pas bonnes tant la préservation des avancées sociales peine à se

maintenir en période de crise. On peut résumer les cinquante années de l'expérience cubaine à trente années de prospérité suivies de vingt années de crise. L'attente est grande d'une amélioration qui ne pourrait venir que de la recherche de nouvelles méthodes de gestion économique. La montée des inégalités conduisant à un quasi-dualisme économique, et l'absence de liberté politique sapent la légitimité historique de la Révolution même si son prestige reste encore très grand à l'échelle du continent. Cuba est aujourd'hui parfaitement intégré dans les instances politiques continentales et a su construire d'excellentes relations avec les gauches latino-américaines, toutes tendances confondues. Le maintien de l'hégémonie politique gouvernementale n'étant pas considéré comme négociable pour l'essentiel, le régime tente de limiter les problèmes nés d'une société devenue duale, et cherche à briser son isolement diplomatique et économique. Dans ce contexte, l'expérience vietnamienne fait l'objet d'une grande curiosité.

7

Ces évolutions se font sous le regard attentif des États-Unis dont l'intérêt pour la région reste maintenu malgré leur « fixation » moyen-orientale. Depuis les années soixante, ils ont adopté trois postures successives vis-à-vis de l'Amérique latine : l'anticommunisme et l'idéologie de la « sécurité nationale », la lutte contre le narcotrafic, et enfin la lutte contre le terrorisme. La première a justifié leur engagement aux côtés de la plupart des dictatures, leur volonté d'isoler Cuba et d'en renverser le régime et leur intervention dans les stratégies anti-guérillas. L'Alliance pour le Progrès des années soixante et soixante-dix en fut le volet présentable. La lutte contre la drogue se traduisit par la mise en place du plan Colombie ¹ dont l'essentiel des financements est destiné au renforcement du potentiel militaire des pays qui y participent. Quant à l'action contre le terrorisme, initiée

¹ Auquel la Bolivie et le Pérou furent également associés. L'Équateur redouble d'efforts pour ne pas y être entraîné. L'Union européenne refuse d'y collaborer.

après le 11 septembre 2001, elle n'a manifestement pas porté ses fruits si l'on en juge par le refus de cinq grands pays du continent (Argentine, Brésil, Chili, Mexique, Venezuela) d'approuver l'intervention en Irak. La présence à l'époque du Chili et de l'Argentine au Conseil de sécurité ayant dû contribuer à faire renoncer les États-Unis à faire valider par cette instance leur projet d'intervention qui se fit ainsi sans l'aval des Nations Unies. Les États-Unis restent sous la hantise de deux types d'évolutions. L'État failli comme la Colombie qui se transformerait en borbier en cas de franche intervention et dont un putsch ne résoudrait rien. Drogue et terrorisme représentent pour eux le second cauchemar. La préoccupation de la première est certainement réelle mais souvent instrumentalisée. Le second relève largement du fantasme bushien et pourrait voir un jour nouveau sous la présidence Obama. De toute façon, dans l'agenda des urgences pour la Maison Blanche, l'Amérique latine n'est pas en tête de liste. Il lui faut d'abord gérer un départ d'Irak et traiter le dossier Af-Pak, autrement préoccupant, sans compter la sortie de crise. Mais une chose est sûre, les États-Unis ne peuvent plus aussi facilement qu'auparavant traiter l'Amérique latine comme une arrière-cour. Les mécanismes de domination et de prédation perdurent toujours, mais font l'objet de contestations de plus en plus fortes même si le curseur politique peut évoluer dans la région.